Les Djiboutiens saisis par les sciences sociales
Journée d'études organisée par Simon Imbert-Vier, avec le soutien de l'IMAF
7 juin 2014, Paris

Participants
Amina Saïd Chiré (géographe, université de Djibouti), Bahdon Mohamed Abdillahi (doctorant en sciences politiques), Colette Dubois (historienne, IMAF), Simon Imbert-Vier (historien, IMAF), Laurent Jolly (historien, LAM), Omar Mahmoud Ismael (doctorant en géographie, Centre d'études et de recherches de Djibouti), Samson Bezabeh (anthropologue, EHESS), Emilie Saussay (étudiante en histoire, Paris 1), Marie-Claude Simeone-Senelle (linguiste, Llacan)
et cinq Djiboutiens vivant à Paris et intéressés par les débats.

Cette journée, qui a rassemblé treize participants dont huit djiboutiens, visait à engager une réflexion collective sur les bases théoriques et méthodologiques et la réalisation concrète d'un programme de recherche en sciences sociales sur le champ djiboutien.
La journée s'est structurée autour d'interventions suivies de débats.

Matinée

Simon Imbert-Vier introduit la journée en discutant les conditions de la construction d'un savoir scientifique. Pour Gaston Bachelard (1934), ce savoir doit d'abord s'établir en surmontant l'obstacle de l'«évidence commune» avant de tenter de passer du «comment» au «pourquoi». En sciences sociales, le premier obstacle est constitué par les normes de la société étudiée, qui tendent à s'imposer comme le seul mode de perception légitime. Pour répondre à ce défi, une voie indispensable à l'approche scientifique est de comprendre toute construction sociale comme historiquement située.

Avant de lancer les débats, Colette Dubois rend hommage à Mohamed Aden, récemment disparu, exemple rare d'un djiboutien qui a essayé de produire une documentation utile pour les chercheurs. Elle rappelle ensuite les conditions solitaires de ses premiers travaux sur Djibouti. Elle présente quelques enjeux du champ, en particulier les questions de sources, précise qu'il convient de ne pas se limiter au seul «temps colonial» pour aborder l'histoire présente de la République de Djibouti – souveraine depuis 1977 et toujours sans archives nationales – et insiste encore sur l'importance de la présence de Djiboutiens dans les études.

Amina Saïd Chire présente d'abord la situation de la géographie djiboutienne, dynamique, riche de quatre docteurs et avec plusieurs thèses en préparation. Ces travaux sont centrés sur la géographie humaine. Ils mettent l'homme au cœur, en particulier «l'habiter», mais leur cadre d'analyse est trop souvent restreint à la ville de Djibouti, bien que quelques travaux sur les risques naturels soient en cours. Elle évoque ensuite quelques champs qu'il faudrait aborder, comme l'environnement (biodiversité, littoraux…), l'arrière-pays (économie, urbanisation, corridor…), etc., mais aussi l'intérêt d'un changement d'échelle avec l'étude de nouveaux espaces (pôle d'attraction de Dubaï, relations urbaines régionales…), qui permettraient de mieux comprendre comment Djibouti, qui peut être considéré comme un espace paradigmatique de la sous-région, a négocié son passage dans l'économie globalisée.

Marie-Claude Simeone-Senelle dresse un rapide panorama de la recherche linguistique autour de Djibouti, avec deux thèses soutenues récemment par des Djiboutiens et plusieurs en préparation, dans des conditions souvent difficiles.

Laurent Jolly introduit alors la vision des historiens. A partir de son travail sur les tirailleurs, il revient sur la question des sources et la nécessité de conjuguer une documentation écrite, essentiellement coloniale et administrative qui impose encore ses représentations, avec du travail sur le terrain, les sources orales et la rencontre des acteurs. Mais la recherche de nouvelles sources (ottomanes ?…) est indispensable, alors qu'il n'existe pas de politique patrimoniale à Djibouti. Comment définir le champ de recherche (territoire et groupes sociaux) et quelle est sa signification ? Son projet est celui d'une micro-histoire sociale, qui utilise les outils de la sociologie et de l'anthropologie, et il propose aussi de s'inspirer des méthodes des travaux d'histoire médiévale et moderne de l'Europe et de l'histoire rurale, et de développer les études prosopographiques. Dans ce cadre, il propose quelques thèmes comme la relation à la «situation coloniale», l'adaptation aux processus de domination, les dynamiques internes des groupes sociaux, les rapports de genre, les clivages des groupes dominés, l'interrogation de la norme qu'impose la prostitution, le rôle des «élites» et leurs évolutions, la question des rapports de production, des métissages (linguistiques, religieux…), et rappelle l'importance de la seule grande entreprise privée : le chemin de fer. Il termine sur les difficultés de l'écriture d'une histoire par le bas en creux, sur le modèle des *subaltern*, à travers les biais de la documentation disponible, et l'importance d'une meilleure compréhension des phénomènes identitaires. Djibouti peut bien être un laboratoire pour l'études de pratiques sociales, à condition d'élargir nos champs thématiques et disciplinaires.

Après-midi

Emilie Saussay présente les résultats de ses premiers travaux sur le syndicalisme à Djibouti après la Seconde Guerre mondiale. Ses questions partent des notions d'emploi, de travail… pour arriver à l'organisation institutionnelle du travail et des travailleurs, en particulier les syndicats. Ces approches lui permettent de s'intéresser aux revendications sociales, en particulier les grèves, et d'insérer ces questions dans une dynamique globale. Elle a vu des documents aux ANOM, au SHAT, à la CFDT et à la CGT, y compris de la presse.

Simon Imbert-Vier part de la polysémie de la catégorie «djiboutien», qui peut désigner les nationaux ou les habitants. Il pense qu'il est nécessaire de poursuivre la déconstruction des catégories, en particulier identitaires, en les situant historiquement et en éclaircissant les enjeux qu'elles portent, en restant attentif aux concepts utilisés qui doivent intégrer les études africaines dans les questionnements scientifiques généraux. Il appelle aussi à la recherche ou la relecture des sources, en particulier pour les périodes anciennes. Il propose ensuite quelques objets pour les futures recherches, comme les classes sociales, la structuration des sociétés «pré-coloniales» (avec les difficultés d'emploi de ce terme), y compris la présence souvent oubliée des esclaves, la socialisation du sexe et les études de genre, la mesure de l'impact de l'urbanisation dans les évolutions sociales, le travail, la conquête du territoire, l'autonomie des acteurs et des groupes sociaux en «situation coloniale»… Il insiste sur la nécessité de mettre en perspective la période coloniale en l'intégrant sur une plus longue durée, ce qui amène à reconsidérer certaines périodisations. Enfin il évoque des questionnements méthodologiques ou thématiques. Les *post-colonial* américains, s'ils tentent de changer le regard, laissent cependant le colonial au centre. La *global history* ouvre aussi

des perspectives, avec la «braudelisation» de l'océan Indien ; cependant, dans la première moitié du XXe siècle, Djibouti n'accueille au plus que 10% du trafic de Suez. Au final, comment penser et historiciser les enjeux, alors que Djibouti concentre aujourd'hui un nombre croissant d'interventions internationales. Cette nouvelle donne est-elle seulement la conséquence de l'habileté des dirigeants ou peut-on l'inscrire dans une histoire plus large, en particulier sociale ? Par ailleurs, comment caractériser et distinguer Djibouti dans son contexte régional et dans le champ scientifique ?

Samson Bezabeh veut évoquer le futur et commence par un récit romancé et brutal, tiré de la Révolution culturelle chinoise, pour décrire un «totalitarisme» chinois en référence à Hanna Arendt. Aujourd'hui, la présence chinoise est de plus en importante à Djibouti, comme dans tout le continent, marquant la fin du monopole occidental et un rééquilibrage de l'ouest vers l'est. Il s'agit sans doute de la véritable fin de la période coloniale, et la mise en place d'un nouveau paradigme, qui n'est peut-être que la fin d'une éclipse du commerce chinois dans l'océan Indien. Les Chinois semblent tendre à la domination politique, et prennent des initiatives culturelles. Quelles formes de souveraineté apparaissent, quelles constructions politiques, et quels en sont les impacts sur les sociétés et comment réagissent-elles ? Nous devons reconsidérer nos représentations de Djibouti et des djiboutiens, comme la présence chinoise l'impose dans d'autres pays africains. Cela interroge aussi les représentations de la démocratie, de l'oppression et de la libération.

Colette Dubois conclu la journée en constatant les progrès de la recherche, même si le rythme reste nécessairement lent. Les chercheurs sont plus nombreux, les champs disciplinaires s'élargissent, il faut renforcer et soutenir cette dynamique et en particulier développer les sources et la documentation. Notre objectif commun peut créer des synergies autour de notre objet de recherche commun. Cependant le cadre de ces travaux reste à créer, et les institutions, qui sont indispensables, peinent encore à porter les efforts nécessaires.

Conclusions

Les riches discussions qui ont suivi chacune de ces présentations ont permis de constater les convergences, la demande de travail commun et interdisciplinaire, mais aussi de mettre en évidence tant des sujets en tension que l'ampleur de la tâche à accomplir.
Les questionnements sur la définition et les limites du terrain djiboutien, les connections et espaces dans lesquels il s'inscrit, les statuts des acteurs… et plus généralement les enjeux et méthodes des sciences sociales sur le terrain djiboutien, demandent à être poursuivis et partagés.
La volonté commune à tous les participants de soutenir la dynamique naissante des études djiboutienne demande la mise en œuvre d'outils, de collaborations, de projets. Cela nécessite probablement d'envisager d'autres organisations, parallèles sans être concurrentes, qui respectent les institutions et les acteurs du champ scientifique. Le contact entre les participants va être maintenu par courriel. Il permettra d'échanger des références, de partager les projets et, nous l'espérons, de mettre en œuvre une recherche qui produise un savoir scientifique de plus en plus avancé et reconnu sur le champ djiboutien.